

LE TEMPS

06.12.2019, ATS

L'appel des scientifiques pour élire « une Verte » au Conseil fédéral.

Nous demandons aux parlementaires fédéraux de voter en connaissance de cause et non pas sur la base de mots d'ordre partisans

Les dernières élections au parlement ont vu une vague verte sans précédent, montrant clairement la volonté du peuple suisse de voir les choses changer. Alors que les quotas sont atteints pour voir une parlementaire vert-e-s accéder au Conseil fédéral, et qu'une candidate forte se profile, Regula Rytz, le PLR et le PDC refusent même de la rencontrer. Les raisons invoquées sont qu'il est trop tôt, qu'il ne faut pas se précipiter, et que la formule magique actuelle est nécessaire pour la stabilité du pays et a montré son succès. Nous trouvons ces propos déplacés dans un contexte où la montée des Vert-e-s ne résulte pas d'un effet de mode, mais d'une urgence environnementale sans précédent.

Alors qu'il est urgent de réformer nos sociétés en profondeur pour répondre à ces défis et intégrer la préservation de la biodiversité et la baisse des émissions de gaz à effet de serre au cœur des politiques – des sujets sur lesquels la politique suisse a, jusqu'à présent, échoué – il faudrait donc, à en croire certain-e-s politicien-ne-s, attendre encore plusieurs années. Les partis qui veulent prendre leur temps sont aussi ceux qui votent contre les nouvelles législations environnementales. Selon une étude Ecorating portant sur les cinq dernières années au Conseil national, l'UDC a voté à 94% contre des objets environnementaux et le PLR à 69%. Au contraire, ceux qui soutiennent la protection de l'environnement sont les Verts, à 98%, les socialistes à 97%, les partis évangélique suisse et du travail à 95%, les Vert-libéraux à 91% et le PBD à 65%. Le PDC est entre deux avec 54% de votes favorables. Il est donc particulièrement inique d'exclure du Conseil fédéral le parti qui par ses votes est le plus enclin à amener le changement nécessaire.

Alors que la crise climatique occupe le devant de la scène sans même motiver les politiques de transition à la hauteur des immenses défis soulevés, l'urgence de la situation concerne tout autant la crise de la biodiversité, pour laquelle il est utile de rappeler quelques chiffres. Après des appels répétés à mieux préserver la biodiversité depuis des décennies, le panel intergouvernemental sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) vient cette année de tirer bruyamment la sonnette d'alarme, dénonçant un taux d'extinction d'espèces 10 à 100 fois supérieur (ou plus) aux dix derniers millions d'années. Pour les seuls vertébrés, 680 espèces ont disparu depuis le XVIe siècle, dont plus d'une vingtaine en Suisse, et 25% des espèces sont aujourd'hui menacées d'extinction à l'échelle mondiale, dont plus de 10% des insectes et 40% des amphibiens. En cause, le fait que plus de 65% des écosystèmes ont été significativement modifiés par l'action humaine, par la dégradation des habitats et la préhension des ressources naturelles. Une espèce disparaîtrait ainsi déjà toutes les vingt

minutes sur la planète en raison de notre gestion catastrophique de la nature, et chaque extinction est irréversible. Le changement climatique ne fait et ne fera qu'accentuer le problème.

En Suisse aussi, 51% des

espèces sont directement ou potentiellement menacées, avec près de la moitié des 230 milieux naturels de Suisse qui ont vu leur qualité diminuer. La Suisse est donc loin d'être un pays exemplaire, et le Conseil fédéral a largement échoué à renverser cette dynamique. La biodiversité est pourtant essentielle au fonctionnement des sociétés humaines. Elle est à la base des écosystèmes et de notre survie. Elle fournit de nombreuses contributions, alimentaires (pollinisation), régulatrices (climat), protectrices (éboulements, avalanches), culturelles (bien-être, tourisme) ou sanitaires (médicaments). Peut-on dès lors vraiment «attendre» encore plusieurs années pour changer la politique fédérale en matière de protection de la biodiversité et du climat?

Par cette lettre, les signataires demandent aux parlementaires fédéraux de voter en connaissance de cause et non pas sur la base de mots d'ordre partisans. Compte tenu de l'urgence extrême de la situation, du droit à la vie inscrit parmi les droits fondamentaux protégés par la Constitution, du respect des jeunes générations qui se mobilisent pour leur avenir, et des nombreux engagements internationaux de la Suisse, cela signifie voter en faveur de l'environnement et pour l'élection d'un·e Vert·e au Conseil fédéral.

■

LES SIGNATAIRES:

ANTOINE GUISAN, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE LAUSANNE. JEAN-CHRISTOPHE GRAZ, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE LAUSANNE. MARTINE REBETZ, PROFESSEURE, UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL. EDWARD MITCHELL, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL. IRMISEIDL, PROFESSEURE, UNIVERSITÉ DE ZÜRICH & WSL PHILIPPETHALMANN, PROFESSEUR EPFL.

La liste complète des signataires peut être consultée sur la version électronique à l'adresse www.le-temps.ch